

Ensuite, il faudra restructurer le capital de l'industrie canadienne.

C'est dans ce contexte que l'ampleur du déficit fédéral devient une question fort préoccupante.

Nous ne pouvons tout simplement pas financer des déficits publics massifs et en même temps restructurer le capital de notre secteur privé.

Il est évident que nous ne pourrons réduire sensiblement les déficits tant que les taux d'intérêt n'auront pas été réduits et que le pays n'aura pas été remis au travail.

Des coupes sombres maintenant seraient synonymes de récession.

Mais nous croyons que certaines mesures pourraient et devraient être prises, peu importe l'ampleur du déficit.

Premièrement, nous devons abaisser les frais généraux du gouvernement causés par le double emploi, le gaspillage et la mauvaise gestion.

Pour amorcer ce processus, le Premier ministre a déjà créé un groupe de travail composé de ministres importants et présidé par le Vice-Premier ministre.

La deuxième source d'économie se situe au niveau des programmes gouvernementaux proprement dits.

Nous devons améliorer le processus budgétaire de sorte qu'il permette de vérifier l'efficacité des programmes en cours.

La justification obligatoire et l'évaluation des programmes ainsi que d'autres techniques doivent être utilisées pour mettre fin au chevauchement et au double emploi.

Dans le secteur de l'énergie, nous prévoyons abandonner les subventions PIP au profit d'un système de stimulants fiscaux. Les programmes de remplacement du pétrole seront également consolidés.

Dans le domaine du développement économique, nous voulons voir qui paye les 8 milliards de dollars en impôts des sociétés et qui reçoit les 8 milliards de dollars que dépense le gouvernement. Notre but est d'abandonner la structure politisée des subventions au profit d'un plus grand recours au système fiscal.

Nous examinerons également l'efficacité de certaines dépenses d'équipement. Nous nous demandons sérieusement si nombre des dollars